

M6 a annoncé dernièrement son intention de fermer les cinq dernières antennes régionales de la chaîne. Il n'y aurait bientôt plus de Six minutes locaux. Le Comité d'Entreprise du 12 novembre a sonné le début d'un mois de négociations entre la direction et les représentants de la soixantaine de journalistes concernés par ce « plan social ».

Bordeaux, Lyon, Marseille, Toulouse et Lille. Les cinq derniers bureaux régionaux que compte M6 vivent leurs dernières heures. Ils représentent en tout 46 salariés et une vingtaine de pigistes. Tous travaillent à la réalisation du Six minutes local, un concept original créé à la fin des années 80, tout en images et diffusé tous les jours, à 20h35. Cette décision de « cessation d'activité », dont la rumeur courait depuis plusieurs semaines, survient alors que se profile pour 2009, l'idée d'un journal de 20h, avec un vrai présentateur, comme sur les chaînes concurrentes.

Le JT en préparation n'est pas la seule raison invoquée par la direction de M6 pour stopper ses décrochages. La concurrence des télévisions locales et le manque de financements publicitaires entrent aussi en ligne de compte. Chaque bureau coûte 1 million d'euros dans le budget information de la chaîne. Autre raison, la fin de la pub sur le service public et la nécessité pour M6 de s'aligner sur leur grille. Or, dès janvier, France 2 et France 3 commenceront leurs programmes à 20h35, justement à l'heure du Six minutes local.



Fait rare sur une chaîne privée : le 16 octobre, une partie des journalistes des bureaux régionaux de M6 s'est mise en grève pour protester contre le projet de la direction. « *On a pas mal de choses à redire sur le projet* », explique Alain Vigier, délégué SNJ-CGT et journaliste à Marseille, *le but c'est de faire des propositions alternatives* ». Parmi ces propositions, le changement d'horaire du Six minutes ou la possibilité de garder le

Fin du Six minutes : M6 ferme ses bureaux régionaux

Écrit par Claudia Caratori

Vendredi, 14 Novembre 2008 13:22

décrochage sur le web. Mais les salariés suggèrent ces idées sans se faire d'illusions. «

Nos propositions, ça ne les intéresse pas,

continue Alain Vigier.

Les décrochages ça les a servis pendant un moment. Mais maintenant c'est une grande chaîne donc ils considèrent qu'ils doivent faire du TF1

».

Un futur incertain

Entre sentiment de gâchis et colère, les journalistes sont inquiets pour leur avenir : reclassement, licenciement, postes de correspondants. Plusieurs pistes ont été abordées par la direction. « *On ne sait pas trop pour l'instant. Dans ces conditions, c'est difficile de s'exprimer* » , confie un journaliste de l'antenne bordelaise. Pour Alain Vigier, ça ressemble tout simplement à «

un plan social, il faut appeler les choses par leur nom. Mais l'entreprise fait quand même pas mal de bénéfices, donc ils sont embêtés

». Un expert-comptable et un avocat ont été nommés pour étudier le projet de la direction.

Plusieurs réunions sont prévues jusqu'à mi-décembre, date à laquelle le CE décidera définitivement du sort du Six minutes.